

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET
DE LA RECHERCHE

ACADEMIE DE STRASBOURG

CENTRE REGIONAL DES OEUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES

1 Quai du Maire Dietrich - CS 50 168
67 004 STRASBOURG CEDEX



Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de l'appel public à la concurrence : Vérification et maintenance des ascenseurs et monte-charges du Crous de Strasbourg.

Accord-cadre n°25 006

Accord-cadre passé en procédure formalisée conformément aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 ; R.2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

ABREVIATIONS UTILISEES :

C.C.A.P : Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

C.C.T.P : Cahier des Clauses Techniques Particulières ;

C.C.A.G-FCS : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

Crous : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : LE 25 JUILLET 2025 A 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1 - Objet et lieu d'exécution.....	4
2.2 – Procédure	4
2.3 - Tranches, Lots, Variantes.....	4
2.4 – Groupements d'opérateurs économiques.....	5
2.5 – Sous-traitance	6
2.6 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	6
2.7 – Emploi de la langue française	7
2.8 – Modifications portant sur la situation juridique ou économique de la société titulaire.....	7
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
4.1 – Pièces contractuelles particulières.....	7
4.2 – Pièces contractuelles générales.....	8
ARTICLE 5. caracteristiques des materiaux et produits	8
5.1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	8
ARTICLE 6. verification et admission.....	8
6.1 - Opérations de vérification	8
6.2 – Admission	8
6.3 – Contrôle complémentaire	9
6.4 – Modification des installations – Clause de réexamen	9
6.5 - Qualifications	9
ARTICLE 7 – ASSURANCES et garanties.....	10
ARTICLE 8 – MODALITES DE COMMANDE ET D'intervention, DELAI D'EXECUTION	10
8.1 Modalités de commande et montants maximums	10
8.2. Délais d'exécution	11
8.3. Modification et annulation du bon de commande.....	11
8.4 – Suspension du bon de commande	12
ARTICLE 9 - PRIX.....	12
9.1 – Forme et contenu	12
9.2 Révision	13
ARTICLE 10. PAIEMENT DU MARCHE.....	14

10.1 Modalités de facturation	14
10.2 Modalités de paiement du titulaire	15
10.3 Modalités de règlement des cotraitants et sous-traitants réglés directement.....	15
10.4 Intérêts moratoires	16
ARTICLE 11 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT.....	17
11.1 Retenue de garantie.....	17
11.2 Avance et Acompte	17
ARTICLE 12 – DELAI D’EXECUTION ET PENALITES	17
12.1 Délais d’exécution.....	17
12.2 - Pénalités pour retard	17
ARTICLE 13 - RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE.....	18
ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRES.....	19
14.1 - Condition.....	19
14.2 - Substitution.....	19
ARTICLE 15 – PERTE D’EXCLUSIVITE.....	19
ARTICLE 16 – OBLIGATION DES PARTIES.....	20
16.1 – Obligation de confidentialité	20
16.2 – Règlements intérieurs	20
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES LITIGES	20
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir adjudicateur est le :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Strasbourg

1 quai du Maire Dietrich CS 50 168

67 004 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 21 28 00

- Représentante du Pouvoir adjudicateur : Madame Sophie ROUSSEL, Directrice Générale du Crous de Strasbourg.

Pour tous renseignements concernant le marché, les candidats doivent adresser leurs questions via le Profil d'acheteur du Crous de Strasbourg: www.marches-publics.gouv.fr dans la rubrique Questions/Réponses de la présente consultation.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Objet et lieu d'exécution

Le présent marché a pour objet **la vérification et la maintenance des ascenseurs et monte-charges du Crous de Strasbourg.**

La description des prestations et les modalités techniques d'exécution sont indiquées dans le C.C.T.P du présent marché.

2.2 – Procédure

Le présent marché est passé selon les modalités d'un appel d'offre ouvert en procédure formalisée conformément aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 ; R.2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

Il est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire mixte comprenant des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.3 - Tranches, Lots, Variantes

2.3.1 Allotissement

a) Décomposition des lots

Le présent accord-cadre est composé de trois lots :

Lot n°1	Sites du Bas-Rhin (67) – Zone 1
Lot n°2	Sites du Bas-Rhin (67) – Zone 2
Lot n°3	Sites du Haut-Rhin (68)

b) Limitation du nombre de lots séparés attribués à un même soumissionnaire

Le soumissionnaire peut présenter une offre pour un ou plusieurs lots, sans limitation de nombre. Cependant, afin de favoriser l'émergence d'une plus grande concurrence, un soumissionnaire ne pourra être attributaire que d'un lot au maximum.

c) Règle d'attribution

La dévolution des lots se fera de façon « horizontale » selon les règles suivantes :

- En priorité par ordre de classement, tous lots confondus, autrement dit en priorité aux mieux classés de chaque lot.
- L'ordre d'attribution est le suivant : lot 1 - lot 2 - lot 3
- Les lots sont attribués aux soumissionnaires dont l'offre est la mieux classée sur chaque lot, dans le respect de 1 lot maximum par soumissionnaire, en suivant l'ordre d'attribution des lots ci-dessus.
- Au-delà de 1 lot maximum par soumissionnaire, c'est le soumissionnaire classé au rang suivant qui est retenu, la démarche est ainsi répétée autant de fois que nécessaire afin de respecter la règle de limitation de lots, et ce jusqu'à désigner un attributaire de rang 1 pour chacun des 3 lots.

2.3.2 Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

2.3.3 Variantes

Aucune variante n'est exigée par le pouvoir adjudicateur. Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites.

2.4 – Groupements d'opérateurs économiques

Le candidat a la possibilité de présenter sa candidature seul ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire conformément aux dispositions des articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique. Par conséquent, plusieurs entreprises peuvent se réunir pour présenter une offre, en vue d'obtenir le présent marché.

- En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles issues du présent marché, notamment en ce qui concerne l'exécution des prestations à l'égard du Pouvoir adjudicateur jusqu'à l'achèvement des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représentera l'ensemble des entrepreneurs.
- En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représente l'ensemble des entrepreneurs.

Attention : Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

En cas de groupement, la répartition des prestations entre les différents cotraitants sera clairement indiquée dans le dossier d'offre.

2.5 – Sous-traitance

Le candidat a la possibilité de recourir à la sous-traitance pour l'exécution d'une partie seulement des prestations du marché conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la commande publique.

Les prestations effectuées par des sous-traitants seront placées sous la responsabilité exclusive du titulaire du marché.

Ce recours à la sous-traitance est conditionné à l'acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur du sous-traitant ainsi qu'à l'agrément donné à ses conditions de paiement. La présentation du ou des sous-traitants peut être faite :

- Soit lors de la remise de l'offre par le soumissionnaire,
- Soit lors de l'exécution du marché par le titulaire.

Dans tous les cas, les documents à fournir pour l'acceptation de la sous-traitance sont les mêmes. Le titulaire du marché devra donc transmettre au pouvoir adjudicateur une déclaration pour chaque sous-traitant mentionnant :

- Toutes les informations nécessaires à l'identification du sous-traitant (nom commercial, dénomination sociale, coordonnées et numéro SIRET),
- La nature des prestations que le titulaire du marché prévoit de lui confier,
- Les conditions de paiement telles qu'elles sont prévues dans le contrat de sous-traitance envisagé.
- Le titulaire du marché pourra utiliser les formulaires ATTRI2 et DC4 prévu à cet effet.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;

une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Si l'acceptation à la sous-traitance d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de la déclaration annexée à l'acte d'engagement, ils seront constatés conformément aux articles R2193-3 à R2193-4 du Code de la commande publique par une déclaration spéciale contenant les renseignements mentionnés aux articles R.2193-1 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance non autorisée, l'entrepreneur encourt la résiliation du marché, conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G-FCS. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement. Est ainsi inopposable au pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées

2.6 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G FCS, le titulaire ainsi que son ou ses fournisseur(s) et sous-traitant(s) éventuels s'assurent du respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de

la main d'œuvre, d'hygiène, des conditions de travail et de sécurité décrites dans les huit conventions fondamentales de l'OIT (travail des enfants, âge minimum, travail forcé, etc...) dans le cadre de l'exécution du marché.

2.7 – Emploi de la langue française

Toutes les correspondances, visites, réunions et discussions relatives au dit marché se déroulent en langue française.

Ainsi, conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la commande publique, tous les documents de l'offre ainsi que de la candidature rédigés dans une autre langue, devront obligatoirement faire l'objet d'une traduction en français.

2.8 – Modifications portant sur la situation juridique ou économique de la société titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer par mail au Service des Achats et Marchés du Crous de Strasbourg à l'adresse suivante : achat@crous-strasbourg.fr , tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les règlements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

Si le titulaire ne se conforme pas à cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des éventuels retards de règlement de la facture.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 03 novembre 2025.

Il est reconductible trois fois, par période d'un an, par décision tacite du pouvoir adjudicateur.

Au regard des dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut pas la refuser.

En cas de non-reconduction, le Pouvoir adjudicateur en informera le titulaire, au moins deux mois avant la date anniversaire du marché (date de notification) par un courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1 – Pièces contractuelles particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-FCS, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) par lot et ses annexes :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) maintenance par lot ;
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) travaux par lot ;
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) par lot ;
- Le C.C.A.P ;
- Le C.C.T.P et ses deux annexes :
 - Annexe 1 : Liste des sites par lot
 - Annexe 2 : Cadre de réponse technique
- Le mémoire technique du candidat rédigé conformément au cadre de réponse technique ;

- Les avenants conclus en cours d'exécution.

Les documents originaux conservés par l'administration font seuls foi. Le titulaire s'engage à exécuter le marché conformément aux dits documents.

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non-écrite.

4.2 – Pièces contractuelles générales

- Le C.C.A.G applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021
 - En cas de contradiction entre d'une part le C.C.A.G et d'autre part les autres pièces du marché, seules ces dernières prévaudront.
- L'ensemble des documents normatifs existants se rapportant aux prestations objet du présent marché, ainsi que ceux qui pourraient les modifier, les compléter, les remplacer ou s'ajouter.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent marché. Ces documents ne sont pas joints au dossier, mais ils sont supposés être parfaitement connus du candidat.

ARTICLE 5. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

5.1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le cahier des charges désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

ARTICLE 6. VERIFICATION ET ADMISSION

6.1 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27, 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S.

6.2 – Admission

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Il appartient au titulaire du marché de signaler tout vice caché qui apparaîtrait en cours de garantie de l'installateur et de garantie du matériel du constructeur.

Pour les installations existantes, le titulaire du marché déclare avoir pris parfaitement connaissance des installations.

En conséquence, le titulaire du marché renonce à faire état ultérieurement de difficultés provenant de l'état ou de l'exécution de ces installations.

6.3 – Contrôle complémentaire

Le Crous de Strasbourg se réserve le droit de procéder de manière aléatoire à des contrôles de la bonne exécution de la maintenance du présent accord-cadre.

En cas de défaut de maintenance avéré lors d'un de ces contrôles, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 11.

Au bout de 3 défauts constatés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans indemnités pour le titulaire.

6.4 – Modification des installations – Clause de réexamen

Conformément à l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, en cours de contrat le nombre d'appareils à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins, pour les motifs suivants :

- suppression d'un appareil
- installation d'un nouvel appareil (modification engendrant le changement des caractéristiques principales d'un ascenseur : charge, vitesse...)
- fin de garantie constructeur de certains appareils

A chaque modification du nombre d'appareils à entretenir, un avenant au contrat sera établi. Cet avenant précisera, notamment :

- la date d'effet de la modification
- le nouveau prix de base de l'entretien le cas échéant.

Les nouveaux prix proposés par le titulaire devront être établis en corrélation avec les autres prix initialement prévus à l'accord-cadre.

La date de fin du ou des avenants est celle du contrat initial sauf stipulation contraire de l'avenant.

En cas de suppression et d'ajout d'un appareil, le coût de sa maintenance sera calculé en fonction du prix forfaitaire annuel rapporté au nombre de jours ayant donné lieu à la prestation d'entretien.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retirer un appareil de façon unilatérale en cas d'immobilisation de l'appareil supérieure à 6 semaines et/ou pour des appareils en panne plus de trois fois sur une période de 30 jours.

6.5 - Qualifications

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications précisées dans le CCTP est un motif autorisant le Crous à demander le remplacement immédiat du personnel, voire en cas de non-respect prolongé ou renouvelé de cette disposition, de résilier le marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 7 – ASSURANCES ET GARANTIES

Pendant la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Le titulaire s'engage à souscrire, auprès d'une compagnie d'assurance habilitée à couvrir le risque, des polices d'assurance le couvrant pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de son exploitation, tant pour les matériels dont il a la charge, que pour les bâtiments les contenant, les bâtiments environnants et les tiers.

En effet le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des interventions. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens et ceux appartenant à l'administration ou à des tiers.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G-F.C.S, il doit justifier dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant le début d'exécution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance en fournissant une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

De plus, à la suite de toute intervention, les frais de réparation de toute dégradation de biens mobiliers ou immobiliers sont à la charge du titulaire

Sont exclus, les dommages dus à l'intervention d'un tiers, lorsque le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité de l'empêcher.

Cependant, le titulaire devra user de la clause de subrogation de droit citée ci-après.

Par ailleurs, ne donnent lieu à aucune prise en charge ni indemnisation de la part du titulaire, les dommages résultant d'une des causes suivantes :

- Fait d'un tiers,
- Défaut de conception ou vices cachés de l'installation.
- Cas de force majeure.

ARTICLE 8 – MODALITES DE COMMANDE ET D'INTERVENTION, DELAI D'EXECUTION

8.1 Modalités de commande et montants maximums

Des bons de commande seront émis pour :

- Les prestations donnant lieu aux opérations de maintenance préventive : à chaque début d'année d'exécution, un bon de commande sera émis pour l'ensemble des ascenseurs bénéficiant d'opérations de maintenance préventive sur la base des prix annuels prévus à la D.P.G.F.
- Les prestations donnant lieu aux opérations de maintenance corrective, à la réalisation de travaux : à la survenance du besoin pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et sur la base des prix prévus au B.P.U

Il est à noter que des prestations non incluses au présent accord-cadre sont listées à l'article 3 du CCTP. Ces prestations sont réalisées après envoi d'un devis conformément aux prix indiqués au sein du B.P.U.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec les montants maximums suivants :

N° Lot	Intitulé des lots	Minimum (EUR HT) / Maximum (EUR HT) sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises)
1	Sites du Bas-Rhin (67) – Zone 1	Sans minimum / Avec un maximum de 1 600 000 € HT
2	Sites du Bas-Rhin (67) – Zone 2	Sans minimum / Avec un maximum de 1 800 000 € HT
3	Sites du Haut-Rhin (68)	Sans minimum / Avec un maximum de 800 000 € HT

Les bons de commande comporteront les mentions obligatoires suivantes :

- La référence de l'accord-cadre n°25 006 et le numéro du lot,
- La date et le numéro du bon de commande,
- Le nom et l'adresse du site d'intervention concerné et le nom du responsable de la commande, le lieu de l'intervention,
- La désignation et le nombre de prestations,
- L'adresse de facturation,
- Les prix unitaires et totaux HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Les prix unitaires et totaux TTC.

8.2. Délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à la date fixée dans le bon de commande. Les délais d'exécution convenus couvrent la préparation, la réalisation et l'achèvement de toutes les prestations prévues incombant aux titulaires. Le non-respect des délais d'exécution expose le titulaire à l'application de pénalités de retard.

Le délai de validité maximum d'un bon de commande pour réalisation des travaux hors contrat d'entretien (cf. article 3 du CCTP) est de 3 MOIS à partir de la date figurant sur le bon de commande. Si le prestataire dépasse ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra résilier la commande sans indemnité.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, à condition d'avoir été émis avant son terme.

8.3. Modification et annulation du bon de commande

Dans les conditions indiquées ci-après, un bon de commande peut être modifié ou annulé par le pouvoir adjudicateur, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception :

- Si un litige imputable au titulaire, tel que le non-respect du délai contractuel d'exécution est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, le bon de commande est modifié ou annulé sans indemnités ou tous autres frais ;
- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative du service bénéficiaire, sans faute du titulaire, les frais qui en découlent sont à la charge du pouvoir adjudicateur sur présentation justifiée par le titulaire des frais réellement engagés en vue de la réalisation des prestations annulées.

La modification ou l'annulation du bon de commande à l'initiative du pouvoir adjudicateur sans faute du titulaire, prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire. Cette date d'effet ne peut être inférieure à cinq (5) jours à compter de la réception par le titulaire de ladite décision.

8.4 – Suspension du bon de commande

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du C.C.A.G-F.C.S 2021.

ARTICLE 9 - PRIX

9.1 – Forme et contenu

a) Forme

Le présent marché est conclu à prix mixte (prix forfaitaire et prix unitaire)

Les prix sont détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et du Bordereau des Prix Unitaires, annexés à l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) du présent accord-cadre.

► un prix global et forfaitaire relatif aux prestations de maintenance annuelle étendue telles qu'elles sont définies au CCTP.

Les prestations à prix forfaitaires seront exécutées conformément à l'ensemble des pièces contractuelles du marché et seront réglées sur la base du prix global forfaitaire annuel conformément à la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) jointe.

► **un prix unitaire à bons de commande pour les fournitures, les travaux et prestations hors partie forfaitaire (en dehors du périmètre de maintenance étendue).** Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.
Les prestations hors forfait seront réglées sur la base des prix unitaires conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) joint.

Les prix comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de main d'œuvre, de fournitures, de manutention et de transport, les frais d'établissement et de réunions de chantiers, les droits pouvant frapper les fournitures, les faux frais, les impôts, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances, ainsi que les frais généraux et le bénéfice du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

a) Contenu

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, d'assurance de déplacement, de main d'œuvre et de fourniture de matériel.

Le contenu des prix est détaillé dans la DPGF et dans le BPU.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

9.2 Révision

Mois d'établissement du prix du marché

Les prix des prestations sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Modalités des variations des prix

Les prix forfaitaires relatifs à la maintenance prévue au contrat étendu sont révisables chaque année pendant toute la durée du marché.

Les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (0,15 + 0,60 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IMEo} + 0,25 \times \frac{BT48}{BT48o})$$

Formule dans laquelle :

- Pr = Prix révisé
- Po = Prix initial contractualisé par le marché
- ICHT-IME = valeur finale de l'indice du coût horaire du travail des Industries Mécaniques et Electriques.

- ICHT-IMEo = valeur initiale de l'indice ICHT-IME au mois d'établissement du prix du marché.
- BT48 = valeur finale de l'indice des Travaux Ascenseurs.
- BT48o = valeur initiale de l'indice BT48 au mois d'établissement du prix du marché.

Indices mensuels consultables sur le site de l'INSEE et du Moniteur des travaux publics.

Le coefficient de révision obtenu par cette formule sera arrêté et arrondi au millième supérieur.

La hausse annuelle des prix faisant suite à l'application de la révision ne pourra excéder 3%.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'INSEE ou les services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes d'un indice de substitution, le Crous de Strasbourg, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice.

La révision peut être demandée dès la parution du nouvel indice, néanmoins la révision est à la seule l'initiative du titulaire et ne sera applicable qu'à compter de la demande. Le titulaire s'engage ainsi à faire parvenir au Crous de Strasbourg une nouvelle Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) et un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) indiquant ses prix révisés. La demande d'ajustement doit toujours être sollicitée par mail par le titulaire auprès du Service des achats et marchés du Crous de Strasbourg à l'adresse mail suivante : achat@crous-strasbourg.fr

ARTICLE 10. PAIEMENT DE L'ACCORD-CADRE

10.1 Modalités de facturation

La facturation est établie sur la base du service fait. Le règlement des prestations nécessite la présentation d'une facture détaillée au Crous de Strasbourg par le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique, le titulaire du marché transmet sa demande de paiement sous forme de facture électronique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Sur le portail de facturation Chorus Pro, veuillez saisir le n° de Siret du Crous: 186 706 446 00017 ainsi que le code service suivant, en fonction du service émetteur du bon de commande :

Service Emetteur	N° service CHORUS
Services centraux du Crous de Strasbourg	1001

Conformément aux dispositions de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas de numéro d'identité, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le portail de facturation Chorus Pro peut également être utilisé par les entreprises qui ne sont pas encore concernées par l'obligation.

L'utilisation du portail de facturation mentionné ci-dessus est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures émises par le titulaire devront obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre,
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Numéro de l'accord-cadre : **25 006**,
- Le numéro et l'intitulé du lot,
- La date et le numéro du bon de commande y afférent,
- La date d'intervention,
- Le nom et l'adresse du site concerné,
- La désignation des prestations et la quantité de prestations effectuées,
- Le montant des prestations exécutées hors T.V.A.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées soit T.V.A. incluse.

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations en bonne et due forme.

Important : les factures devront être déposées sur Chorus Pro au plus tard le 30 novembre de l'année en cours. Les bons de commande sont automatiquement annulés au 30 novembre. Les factures non déposées dans l'année en cours pour des travaux ou de la maintenance effectués ne pourront pas être prises en compte ni être payées après le 30 novembre.

10.2 Modalités de paiement du titulaire

Pour la partie forfaitaire : les différences éventuellement constatées entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de règlement ne peut excéder 30 jours. Le mode de règlement est le virement à 30 jours, après réception de la facture et sur la base du service fait.

Conformément à l'article R2192-27 du Code de la Commande Publique : « Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur. »

Le titulaire de l'accord-cadre sera ainsi informé de la suspension du délai de paiement de sa facture par le gestionnaire et des raisons de cette suspension par mail.

10.3 Modalités de règlement des cotraitants et sous-traitants réglés directement

a) Modalité de règlement des cotraitants

Il sera fait application de l'article 12.1 du C.C.A.G-FCS.

La répartition des prestations entre les différents cotraitants sera clairement indiquée dans le dossier d'offre.

En cas d'omission, le Pouvoir adjudicateur fera une demande en ce sens par mail.

La répartition des prestations entre les différents cotraitants conditionne le paiement des prestations exécutées.

b) Modalités de règlement des sous-traitants

Les travaux exécutés par les sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial. En outre, le Crous de Strasbourg ne peut pas payer le sous-traitant au-delà de ce qui est prévu par l'acte spécial de sous-traitance.

Dans le cas d'une sous-traitance régulière (acceptation de la sous-traitance et agrément des conditions de paiement par le Pouvoir adjudicateur), il incombe au sous-traitant de formuler une demande de paiement au Pouvoir adjudicateur accompagnée de copies de facture ainsi que l'accusé de réception attestant que le titulaire du marché a bien reçu ladite demande de paiement de la part de son sous-traitant. Et conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique « Le seuil prévu à l'article [L.2193-10](#) à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 600 euros toutes taxes comprises. En ce qui concerne les marchés de services, de travaux ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service, passés par les services de la défense, notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles, ce seuil est fixé à 10 % du montant total du marché. »

En outre, conformément à l'article R2193-11 du Code de la commande publique « Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. »

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du droit au paiement direct est identique à celui prévu au présent marché pour le paiement du titulaire soit 30 jours à compter de la présentation de la facture visée par le gestionnaire.

10.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, qui commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations de l'accord-cadre.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre ou le sous-traitant, en plus du bénéfice d'intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais qui n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

ARTICLE 11 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

11.1 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les sommes dues en exécution du marché.

11.2 Avance et Acompte

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 et R2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance peut être accordée au titulaire dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément aux dispositions des articles R2191-7 et R2191-10 du Code de la commande Publique, le taux de l'avance est fixé, pour l'exécution du présent marché, à 5%.

Néanmoins conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous – traitants et donnant lieu à paiement direct.

Concernant la demande d'acomptes, il sera fait application des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 12 – DELAI D'EXECUTION ET PENALITES

12.1 Délais d'exécution

Les délais et modalités d'exécution sont détaillés au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

12.2 - Pénalités pour retard

Type	Délai	Pénalité	Unité de la pénalité
Non réalisation d'un plan de prévention :	15 jours après demande	200 €	Par plan de prévention non réalisé
Non signalement d'un danger grave et imminent :	1h	500 €	Forfaitaire
Maintenance préventive systématique :	voir article 1 du CCTP	200 €	Par visite manquante ou dépassement > 15 jours
Délais d'intervention – Cas général	voir article 4 du CCTP	150 €	Par Heures de retard
Délais d'intervention – Usager bloqué	voir article 4 du CCTP	150 €	Par tranche de 30 minutes de retard
Délais d'intervention – Cas de dysfonctionnement majeur	voir article 4 du CCTP	150 €	Par tranche de 30 minutes de retard

Délais de remise en service : non prévenance d'un appareil à l'arrêt suite à intervention	voir article 5 du CCTP	200 €	Forfaitaire
Délais de remise en service : remplacement des pièces standard :	voir article 5 du CCTP	50 €	Par Heures de retard
Délais de remise en service : remplacement des pièces importantes :	voir article 5 du CCTP	200 €	Par tranche de 24 Heures de retard
Délais de remise d'un devis suite à un appareil à l'arrêt	voir article 5 du CCTP	100 €	Par jour
Délais de remise en service suite à devis :	voir article 5 du CCTP	300 €	Par jour de retard
Délais de remise d'un devis :	voir article 5 du CCTP	50 €	Par appareil et par jour de retard
Comptes rendus suite à panne répétitive :	voir article 8.2 du CCTP	100 €	Par jour de non remise du rapport
Taux d'appel :	Immédiat	100 €	Par panne > au nombre 5 pannes par appareil sur 5 jours
Non présence aux contrôles réglementaires :	voir article 6 du CCTP	200 €	Forfaitaire
Délais de traitement des observations des rapports de contrôle et d'audit :	voir article 6.2 du CCTP	100 €	Par jour
Exécution des travaux	Selon délai inscrit au bon de commande	150€	Par jour
Manquement aux obligations d'information :	48 h	100 €	Par appareil
Retard au réunion	voir article 8 du CCTP	50 €	Par quart d'heures de retard
Absence aux réunions	voir article 8 du CCTP	200 €	Forfaitaire
Non remise de documents / compte rendu suite à une intervention	voir article 8 du CCTP	100 €	Par jour
Non reprogrammation des téléalarmes dans les délais	voir article 10 du CCTP	50 €	Par jour et par tranche de 10 appareils

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS 2021, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS 2021 les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

**L'application des pénalités est laissée à la libre appréciation du Pouvoir Adjudicateur.
Les pénalités sont cumulables et seront déduites de la facturation en cours.**

ARTICLE 13 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du C.C.A.G-FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le pouvoir Adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du C.C.A.G-FCS.

La décision de résiliation le mentionnera expressément. Le Titulaire n'aura droit à aucune indemnisation. La résiliation est prononcée après établissement d'un procès-verbal de carence dressé par le Crous de Strasbourg. Elle est notifiée au titulaire par lettre adressée en recommandé avec avis de réception postal.

En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes restant dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision comme il est dit à l'article 31 du C.C.A.G-FCS.

Les indemnités éventuelles seront appliquées conformément à l'article 42 du C.C.A.G-FCS.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRES

14.1 - Condition

Conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S. le Crous de Strasbourg peut décider, en cas de non-exécution des engagements du titulaire de l'accord-cadre de faire exécuter lesdites prestations aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure par mail avec accusé de réception, fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

14.2 - Substitution

S'il n'est pas possible au Crous de Strasbourg de se procurer dans les conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge.

La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de différence de prix au détriment du Crous de Strasbourg, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire de l'accord-cadre et automatiquement déduite de sa prochaine facture.

ARTICLE 15 – PERTE D'EXCLUSIVITE

Le pouvoir adjudicateur peut recourir à un tiers pour des prestations objet de l'accord-cadre dans les cas suivants et pour les prestations concernées sans que le titulaire ne puisse solliciter une quelconque indemnisation :

- En cas d'urgence nécessitant une réponse rapide que le titulaire ne peut fournir dans les délais requis ;
- Si le titulaire n'a pas la capacité de répondre à une demande importante ou trop spécifique.
- Si les délais d'exécution contractuels sont dépassés ;
- Si les prestations du titulaire sont jugées insatisfaisantes et après mise en demeure restée sans effet ;
- Si le pouvoir adjudicateur a appliqué à trois reprises des pénalités au titulaire résultant de la non-conformité des prestations sur une année glissante, le service peut recourir aux services d'un tiers pour une durée de 3 mois. Durant cette période le titulaire doit présenter les actions mises en œuvre pour garantir la qualité des prestations.

Ces dispositions ne modifient en rien les engagements de performance, de qualité et de délais convenus dans le présent accord-cadre.

S'agissant des prestations listées à l'article 3 du CCTP, le titulaire du présent accord-cadre ne détient aucun droit d'exclusivité. Par conséquent, ces prestations pourront être réalisées par un tiers, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou demander une quelconque indemnisation.

ARTICLE 16 – OBLIGATION DES PARTIES

16.1 – Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire a l'obligation d'en informer ses sous-traitants. Sur demande, le titulaire retourne les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

16.2 – Règlements intérieurs

Le personnel du titulaire et celui de ses éventuels sous-traitants, reconnaissent avoir pris connaissance des règlements intérieurs, dispositions de fonctionnement et consignes de sécurité des différents lieux d'exécution des prestations et sont tenus d'observer ces dispositions et les prescriptions qui en découlent, ainsi que leurs éventuelles évolutions en cours d'exécution.

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. En l'absence d'aucun accord entre les parties, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour tout litige survenant à l'occasion du présent marché.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent document déroge partiellement ou totalement aux articles du C.C.A.G de référence, listés ci-dessous :

L'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS concernant le délai maximal imposé au titulaire pour fournir son attestation d'assurance.

L'article 12.2 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS relatif aux pénalités.